Nouvelles pratiques sociales

**Bernard Eme et Jean-Louis Laville (sous la direction de),
Cohésion sociale et emploi, Collection Sociologie économique,
Paris, Desclée de Brouwer, 1994, 266 p.**

Cécile Sabourin

Volume 8, numéro 2, automne 1995

Les pratiques sociales des années 60 et 70

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301342ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301342ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (imprimé)

1703-9312 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sabourin, C. (1995). Compte rendu de [Bernard Eme et Jean-Louis Laville (sous la direction de), *Cohésion sociale et emploi*, Collection Sociologie économique, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, 266 p.] *Nouvelles pratiques sociales*, 8(2), 203–206. <https://doi.org/10.7202/301342ar>

Cohésion sociale et emploi

Bernard EME et Jean-Louis LAVILLE

(sous la direction de)

Collection Sociologie économique

Paris, Desclée de Brouwer,

1994, 266 p.

Le titre du livre évoque bien ce qui apparaît comme l'un des principaux problèmes auxquels doivent faire face les sociétés industrielles contemporaines. Au cours des dernières décennies, l'emploi a sans nul doute été le principal mode d'intégration sociale des personnes. Ce n'est pas sans raison que les femmes, comme groupe social, ont tenu à s'y faire une place.

Forme privilégiée d'intégration et de participation à la vie de la communauté, l'emploi est de moins en moins à la hauteur des attentes. Acquis ou espoirs des années d'après-guerre, la croissance, la mobilité sociale, les hausses de revenus et de consommation, les emplois quasi assurés pour tous les nouveaux venus en quête d'insertion dans la société sont tragiquement confrontés à une crise qui ébranle tout notre modèle de croissance et de réussite par l'économie. Avec l'affaiblissement du modèle, c'est la perte des avantages qu'il semblait apporter en matière de cohésion sociale qui sonne l'heure des questionnements. C'est le propos de cet ouvrage que d'étoffer ce constat des échecs de l'intégration par l'emploi, en particulier dans la société française, et d'explorer de nouvelles voies d'intégration des personnes dans nos sociétés industrielles qui n'offrent plus l'accès et l'espoir d'un emploi comme ciment de la cohésion sociale.

Comme l'auteur de la préface nous l'annonce, c'est sur un fond de crise et pour éviter «une catastrophe identitaire majeure» que deux avenues principales sont explorées comme voies de solution à la disparition de cette cohésion sociale par l'emploi. Les deux voies sont celle de l'entreprise à venir, peut-être en devenir, et celle «des nouvelles formes de cohésion sociale dans le registre des solidarités actives de proximité».

Dans la même veine, l'introduction présente les trois parties du livre qui sont traitées, chacune, par quatre auteurs différents. La première partie intitulée «Économie et social: la nouvelle donne» regroupe des textes qui tendent à faire ressortir l'état d'urgence dans lequel nous placent les tendances économiques actuelles. L'émergence du chômage et la transformation du marché du travail s'imposent comme de nouveaux enjeux qui

ébranlent l'ensemble des acquis des « Trente Glorieuses ». L'État et l'ensemble de la société sont interpellés par l'urgence de reconsidérer certaines des « utopies » qui font entrevoir des avenues, dirons-nous, réalistes de solutions.

C'est l'objet de la seconde partie du livre que de nous convier à l'exploration d'une hypothèse actuellement source d'espoir, celle de l'économie solidaire. Envisagée dans la perspective d'une recherche de compromis entre les différentes logiques civique, économique et sociale, cette hypothèse soulève aussi d'importantes questions sur le sens de l'intégration et de l'insertion sociale. C'est principalement par un renouvellement des règles relatives à l'offre de services relationnels et de proximité qu'est abordée la recherche du compromis susceptible de réconcilier les différentes logiques en cause. Deux textes particulièrement denses documentent les questionnements qui s'imposent au regard de l'articulation véritable de l'économie et du social pour les personnes, pour les groupes et pour les sociétés. L'exemple plus concret des « Café-musiques », présenté en quelques pages, et les perspectives de l'économie solidaire, court texte de conclusion, soulignent l'ampleur des défis et des potentiels inhérents à la mise en œuvre de projets issus de cette hypothèse.

La taille des défis et des potentiels de l'économie solidaire nous renvoie inévitablement à l'instance étatique, par où passe présentement l'articulation des solutions aux enjeux collectifs. C'est le thème « Politiques publiques et lien social » qui encadre la présentation de deux expériences, non françaises, mettant en évidence des logiques d'actions différentes par rapport à l'État. En Allemagne, en dépit d'actions à plusieurs niveaux pour soutenir le développement de l'emploi et les solidarités, les débats sur les liens entre le social et l'économie trouvent peu de place sur la scène nationale. Au Québec, les groupes populaires et les groupes communautaires sont les principaux acteurs de ce qu'en France on appelle l'économie solidaire. Personne ne doute du rôle joué par ces groupes dans la réponse aux besoins des communautés ; cependant, l'auteur s'attache à faire ressortir les conséquences possibles du développement de l'économie solidaire au Québec. L'institutionnalisation et la course au partenariat s'accompagnent de potentiels mais aussi de risques importants. Si l'ouverture à l'expérimentation est bien présente au sein des organismes publics, elle exige de la part des personnes qui font l'usage des services ainsi que des employées et employés une participation effective à la définition des services et peut-être surtout « une certaine hybridation des économies marchande, non marchande et non monétaire ».

C'est presque sous forme de conclusions que les deux derniers textes soulignent des aspects conceptuels fondamentaux essentiels à la compréhension des interrelations entre l'économie et le social. La redéfinition

de la sphère économique, du social et la question des instruments de mesure y sont abordés de façon à rendre plus visibles les questionnements relatifs à la place du politique dans les rapports conflictuels qui se vivent dans nos sociétés. Les politiques sociales et la mobilisation pour un renouvellement des logiques d'action collective constituent un thème incontournable que l'auteur du dernier texte aborde dans l'optique de trouver une réponse à «la double crise de l'emploi et de l'État-providence». Il suffit de lire la dernière page du dernier texte pour saisir le sens du changement de paradigme que nous proposent les auteurs qui ont contribué à la préparation de cet ouvrage. En somme, il y a urgence de penser ensemble les questions de la cohésion sociale et de l'emploi et de renouveler notre compréhension des liens entre le social et l'économique si l'on souhaite éviter les plus graves conséquences de la crise actuelle de l'intégration par le travail.

Cohésion sociale et emploi est un excellent ouvrage pour introduire à différents aspects de la problématique de la perte du sens du travail dans nos sociétés industrielles. Plusieurs s'en rendent compte, l'emploi n'est plus «le» mode d'intégration sociale. Il ne donne plus sens à nos vies, non plus. Pourtant, le travail est présent et nous dicte quotidiennement ses exigences. Qui plus est, la quête incessante d'un emploi remplit la vie de personnes qui, par ailleurs, se sentent exclues du monde du travail. Ce non-sens a pris forme et s'est imposé jusqu'à rendre éminemment présente la reconsidération du lien entre crise de l'emploi et cohésion sociale.

Une fois admis ce lien inévitable, c'est dans l'organisation de nos rapports en société qu'il faut rechercher certaines explications susceptibles de nous ouvrir des voies de solution. Le contenu de l'ouvrage dépasse en fait les thèmes que le titre laissait présager. Plusieurs textes abordent plus globalement la question des interrelations entre l'économique, le social et le politique. Ils contribuent donc à fournir des bases de réflexion et de compréhension des enjeux auxquels les sciences et les disciplines du social, de l'économique et du politique sont confrontées.

On peut regretter que parmi les auteurs il n'y ait pas de femme et surtout pas de point de vue mettant en évidence les spécificités du vécu des femmes par rapport à l'emploi. Notons qu'elles sont encore en quête d'une place équitable sur le «marché du travail», alors qu'est déjà bien présent le déclin de l'emploi comme mode d'intégration à la vie en société. En outre, tout questionnement sur de nouvelles avenues de cohésion sociale ne peut faire l'économie du point de vue des femmes, lesquelles ont été particulièrement présentes dans les activités qui, outre l'emploi, ont largement contribué à cimenter la cohésion dans nos sociétés.

D'intérêt pour toute personne soucieuse de mieux comprendre la société dans laquelle elle vit et particulièrement certains enjeux qui se posent

de façon aigüe dans la conjoncture actuelle, ce livre contribue certainement à documenter un questionnement relatif à la sociologie économique. Certains textes apporteront peut-être des difficultés aux lectrices et lecteurs moins portés vers les réflexions théoriques ou moins habitués au vocabulaire propre au contexte français. Pour ma part, l'ouvrage a retenu mon attention et soutenu mon intérêt de la première à la dernière page.

Cécile SABOURIN
Département des sciences sociales et de la santé
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue